



Vive le PCF (mlm) !

La seconde Internationale et le déclenchement de la première guerre mondiale

La première guerre mondiale et sa signification dans l'histoire de la seconde Internationale

L'acceptation de la première guerre mondiale ne fut pas simplement une erreur de la part de la seconde Internationale : ce fut une *faute*, car elle décida d'y participer en soutenant la mobilisation et les gouvernements. Tous les discours sur la paix, la fraternité des peuples, le rejet des réactionnaires... passa à la trappe littéralement du jour au lendemain.

Il suffit de regarder la position d'Édouard Vaillant. Il a participé à la Commune de Paris et dû s'exiler à Londres jusqu'en 1880. C'est une des principales figures du socialisme français de 1880 à 1914, aux côtés de Jean Jaurès et de Jules Guesde.

Au congrès de Bâle, en novembre 1912, il insista sur la volonté des socialistes français de s'opposer à la guerre, considérant que le Manifeste de Bâle n'allait pas assez loin, que les socialistes français étaient quant à eux prêts au conflit total :

« Dans la commission qui a élaboré le manifeste, tous les membres ont déclaré qu'ils le voulaient animé du même esprit qui animait les résolutions du Congrès national français.

Il était dans cette résolution des termes auxquels beaucoup d'entre nous tenaient le plus, qui ne pourraient sans danger ou inconvénient pour quelques sections être admis dans le manifeste.

Mais n'a été exclues ni la pensée, ni la volonté de la Grève Générale et de l'insurrection comme recours suprême contre la guerre.

La grève insurrectionnelle en Russie a été, en 1905, l'arme par excellence de la Révolution. Elle recommence aujourd'hui et c'est par elle déjà que sont tenues en échec les intrigues et les entreprises belliqueuses du tsarisme.

Mais le langage de l'Internationale ne peut être celui d'une section nationale. L'Internationale fait appel à l'action contre la guerre de toutes les sections nationales et elle fait confiance à chacune d'elles dans la certitude que chacune fera tout son devoir et agira dans toute la mesure des possibilités et de ses forces et de toute son énergie pour rendre la guerre impossible.

La section française saura ne démentir ni de son histoire ni de son esprit révolutionnaire. »

En 1914, Édouard Vaillant se rallia pourtant à l'Union sacrée. Il n'y vit pas d'incohérence, ni d'ailleurs la quasi-totalité de la seconde Internationale.

On ne peut pourtant pas dire que les socialistes français et les sociaux-démocrates allemands n'étaient pas prévenus. Alors qu'au début de l'année 1913 les tensions franco-allemandes s'accompagnaient de préparatifs militaires, un *Manifeste germano-français contre l'accroissement des armements* avait été produit en commun le premier mars 1913.

On y lit notamment la chose suivante :

« Au moment où, en Allemagne et en France, les gouvernements se préparent à déposer de nouveaux projets de loi qui vont encore accroître les charges militaires déjà formidables, les socialistes français et les socialistes allemands estiment que c'est leur devoir de s'unir plus étroitement que jamais pour mener ensemble la bataille contre ces agissements insensés des classes dirigeantes.

Les socialistes français et les socialistes allemands protestent, unanimement et d'une même voix, contre les armements incessants qui épuisent les peuples, les contraignent à négliger les plus précieuses œuvres de civilisation, aggravent les défiances réciproques, et au lieu d'assurer la paix, suscitent des conflits qui conduisent à une catastrophe universelle et qui aboutissent à la misère et à la destruction des masses.

Les socialistes des deux pays ont le droit de se regarder comme les interprètes tout à la fois du peuple allemand et du peuple français, quand ils affirment que la masse des deux peuples, à une majorité écrasante, veut la paix, et qu'elle a horreur de la guerre (...).

Les socialistes d'Allemagne et de France ont déjà, par leur conduite dans le passé, démasqué le double jeu, le jeu perfide des chauvins et des fournisseurs militaires des deux pays, qui évoquent aux yeux du peuple, en France, une prétendue complaisance des socialistes allemands pour le militarisme, et en Allemagne une prétendue complaisance des socialistes français pour le même militarisme.

La lutte commune contre le chauvinisme, d'un côté et de l'autre de la frontière, l'effort commun pour une union pacifique et amicale des deux nations civilisées doivent mettre fin à cette artificieuse duperie.

C'est le même cri contre la guerre, c'est la même condamnation de la paix armée qui retentissent à la fois dans les deux pays.

C'est sous le même drapeau de l'Internationale – de l'Internationale qui repose sur la liberté et l'indépendance assurées à chaque nation – que les socialistes français et les socialistes allemands poursuivent avec une vigueur croissante leur lutte contre le militarisme insatiable, contre la guerre dévastatrice, pour l'entente réciproque, pour la paix durable entre les peuples. »

Un an après, il ne sera plus parlé de « catastrophe universelle », de « destruction de masse » et de paix entre les peuples. Il sera parlé de défense de la France, phare de la civilisation, tous les maux étant attribués au « militarisme prussien ».

On doit à ce titre noter qu'il est inexact de considérer que les socialistes s'imaginaient que la guerre serait brève. Toutes les déclarations anti-guerre de la seconde Internationale soulignaient bien la dimension de masse de la guerre, l'ampleur terrifiante des destructions, l'immense crime que cela représenterait.

C'est dire l'ampleur de la faillite en 1914.

La question du militarisme

L'un des aspects essentiels pour comprendre la faillite de la seconde Internationale est le militarisme. La social-démocratie russe avait compris avec Lénine que le capitalisme avait développé une superstructure, l'impérialisme ; la seconde Internationale considérait que le militarisme existait parallèlement au capitalisme, qu'il était porté par certains secteurs seulement.

Cela est flagrant dans le communiqué, en mai 1913, de la conférence de 34 députés allemands et 121 députés français (dont 12 indépendants hors SFIO), en Suisse. On y lit en effet :

« Elle [= la première conférence de parlementaires allemands et français] invite ses membres à faire tous leurs efforts pour amener les gouvernements des grandes puissances à modérer leurs dépenses navales et militaires.

La conférence appuie chaleureusement la proposition de M. Bryan, sous-secrétaire d'État aux États-Unis, relative aux traités d'arbitrage.

Elle demande que les conflits qui pourraient s'élever entre les deux pays et qui ne seraient pas réglés par la voie diplomatique soient déférés à l'arbitrage du tribunal de La Haye et elle compte sur ses membres pour engager une action énergique et soutenue.

Elle estime qu'un rapprochement de la France et de l'Allemagne facilitera l'entente des deux grands groupes européens et préparera, par là, l'établissement durable de la paix. »

C'est là formuler toute une série d'illusions, qui reflètent une vision du monde embourgeoisée caractéristique de la seconde Internationale, notamment de Karl Kautsky, et qui est précisément ce que dénonce Lénine.

Voici un extrait d'une lettre de la fraction social-démocrate parlementaire russe à la social-démocratie d'Autriche et de Hongrie :

« Les questions de l'accès à la Serbie à l'Adriatique, de l'autonomie de l'Albanie, de [la ville albanaise cible de grandes convoitises] Scutari, etc., ne servent qu'à masquer la lutte entre la Russie et l'Autriche pour l'hégémonie dans la péninsule balkanique.

Dans le conflit roumano-bulgare nous trouvons également les excitateurs austro-hongrois et russes qui firent métier d'aiguillonner les appétits des petits États pour fonder sur les dissensions et l'inimitié de ceux-ci des plans de nouvelles intrigues impérialistes.

Et chacune de ces questions secondaires au sujet desquelles les diplomates responsables et irresponsables tentent de faire une épreuve de force, peut devenir le départ d'un nouveau chapitre sanglant de l'ignominie de l'histoire européenne.

Si toute tentative tendant à jeter deux peuples l'un contre l'autre est, comme l'a dit le Congrès socialiste international de Bâle, un attentat contre l'Humanité et la Raison, une guerre entre la Russie et l'Autriche – guerre qui serait une sauvage mêlée des nations et des races – serait une véritable incarnation de la folie. »

Le dirigeant de la social-démocratie autrichienne Victor Adler salua chaleureusement le message russe, mais lui-même se fit un partisan de l'Union sacrée en 1914, tout comme l'autre signataire, Ferdinand Skaret, membre de l'Exécutif de la seconde Internationale. Le dirigeant hongrois Buchinger Manó fut plus digne, bien qu'il adopta une position centriste ; après 1945 il soutint la démocratie populaire hongroise.

La croyance que la guerre ne viendrait jamais

Puisque la guerre n'était portée que par le militarisme, qui lui-même représentait une tendance dans le capitalisme, mais pas le capitalisme en tant que tel, alors il était cohérent de se tourner *seulement* contre le militarisme, d'appeler à des arbitrages internationaux, à la diplomatie, etc.

La guerre était une possibilité, si elle se déclenchait elle serait de masse, assassine, mais elle n'est qu'une possibilité historique particulière, qui peut être contré en général.

Le bureau socialiste international de Bruxelles organisa ainsi une réunion les 29-30 juillet 1914, soit quelques jours après la remise de l'ultimatum autrichien à la Serbie, le 23 juillet, et la rupture des rapports diplomatiques entre l'Autriche et la Serbie le 25. La déclaration de guerre eut lieu le 28.

Initialement, le Bureau annonça que le congrès de la seconde Internationale devant se tenir à Vienne, en Autriche, fin août, se déroulerait au début du même mois à Paris. La réunion du Bureau du 30 juillet appela alors à se mobiliser, mais sur la base d'un règlement « diplomatique » des conflits :

« À l'unanimité, il fait une obligation aux prolétaires de toutes les nations intéressées, non seulement de poursuivre, mais encore d'intensifier leurs démonstrations contre la guerre, pour la paix et pour le règlement arbitral du conflit austro-serbe. »

Le communiqué demanda que soit exercée une pression sur les gouvernements français et allemand pour qu'ils fassent pression sur la Russie et l'Autriche – une illusion ô combien meurtrière, mais caractéristique. Jean Jaurès, qui prit la parole le 29 juillet dans le cadre d'un meeting, tint des propos aberrants conformes à cette vision des choses :

« Nous, socialistes français, notre devoir est simple ; nous n'avons pas à imposer à notre gouvernement une politique de paix. Il la pratique.

Moi qui n'ai jamais hésité à assumer sur ma tête la haine de nos chauvins, par ma volonté obstinée qui ne faillira jamais, de rapprochement franco-allemand, j'ai le droit de dire qu'à l'heure actuelle le gouvernement français veut la paix et travaille au maintien de la paix.

Le gouvernement français est le meilleur allié de paix de cet admirable gouvernement anglais qui a pris l'initiative de la conciliation. Et il donne à la Russie des conseils de prudence et de patience. »

La position de Jean Jaurès n'est nullement isolée, elle est même caractéristique. Dans le *Manifeste* publié dans l'Humanité le 28 juillet 1914 et signé par plus de vingt dirigeants du Parti socialiste SFIO, on lit :

« Les socialistes, les travailleurs de France font appel au pays tout entier pour qu'il contribue de toutes ses forces au maintien de la paix.

Ils savent que le gouvernement français dans la crise présente a le souci très net et très sincère d'écarter ou d'atténuer les risques de conflit (...).

À bas la guerre ! Vive la république sociale ! Vive le socialisme international ! »

Dans les rangs du Parti socialiste SFIO, Gustave Hervé était la grande figure du style syndicaliste révolutionnaire ; son journal *La guerre sociale* était un brûlot anti-militariste. Voici ce qu'il écrit avec le même aveuglement, le 28 juillet 1914, dans l'article *La vérité sur l'attitude de l'Allemagne* :

« Que d'insanités, que d'injustices, que d'erreurs dans toute la presse française sur l'attitude de l'Allemagne et de son ambassadeur M. Schoen ! L'Allemagne belliqueuse, menaçante ! Allons donc ! En réalité, l'Allemagne est aussi embarrassée de son allié [= l'Autriche-Hongrie] que nous du nôtre [= la Russie].

Les démarches de l'ambassadeur d'Allemagne à Paris ont tout juste le sens opposé à celui que lui attribue Clemenceau dont la germanophobie, ces jours derniers, confine à la démence (...).

Si nous échappons cette fois à la catastrophe, la France et l'Allemagne, si elles sont sages, feraient bien, à la prochaine occasion, de lâcher l'une l'alliance russe et l'autre l'alliance autrichienne, pour réaliser cette entente cordiale franco-allemande, qui l'Angleterre et l'Italie aidant, serait le meilleur rempart de la paix européenne et de la civilisation. »

Cette confiance en le gouvernement, même en le régime « républicain » en lui-même, explique beaucoup de choses : on comprend pourquoi il y eut un retournement de situation si facile. Les socialistes et les sociaux-démocrates, tout comme les syndicalistes, appelaient tous à la paix, car ils ne croyaient pas en la guerre.

Ils avaient qui plus est relativement confiance en leur propre gouvernement, qu'ils considéraient comme en quelque sorte raisonnable, dans le cadre d'un régime républicain et donc relativement démocratique en soi, etc.

Cette démarche est quasi systématique dans les Partis de la seconde Internationale. Voilà pourquoi dans leur ensemble, comme pour l'ensemble des syndicats européens, ils réfutaient la guerre dans des communiqués lyriques, pour immédiatement abandonner toute position anti-guerre lorsque celle-ci s'enclencha.

L'opportunisme complet et le contre-modèle allemand

La croyance que la guerre ne viendrait jamais reflète le degré de corruption de la seconde Internationale par l'aristocratie ouvrière. Il y a une contradiction ouverte entre les thèses marxistes et les positions prises.

Dans le quotidien de la social-démocratie allemande, le *Vorwärts* (En avant), on lit par exemple le 25 juillet 1914 une dénonciation de l'empire autrichien qui veut la guerre... mais également un appel au gouvernement allemand à influencer les Autrichiens dans le sens de la paix. Il était pensé que la guerre se déroulerait – si jamais elle devait se dérouler – ailleurs, par d'autres, etc.

Il est pareillement parlé de refus de la guerre mondiale, cependant on voit que les choses n'étaient pas prises au sérieux, car l'article du lendemain sur la déclaration de guerre autrichienne commence ainsi :

« Ce qu'on pensait impossible jusqu'à la dernière heure est devenu un fait. »

La surprise fut en fait générale. Même l'appel à la mobilisation d'absolument tout le monde de la part de la social-démocratie allemande du 27 juillet 1914 s'accompagnait somme toute d'exigences de discussions diplomatiques : il y a alors une soumission générale à la gouvernance bourgeoise. Il y a beau avoir des rassemblements dans tout le pays, dans toutes les villes principales et tous les centres industriels, cela reste toujours du suivisme par rapport aux événements.

On a un bon exemple de cette « surprise » vécue avec ce qui arriva comme mésaventure au social-démocrate allemand Hermann Müller. Il fut présent aux congrès de la SFIO et du Labour Party avant le déclenchement de la guerre, et juste après celle-ci il se précipita à Paris pour tenter de former une initiative franco-allemande pour la paix.

Jean Jaurès venait d'être assassiné, ce qu'il apprit en cours de route, et les socialistes français l'accueillirent très bien, tout en expliquant que tout était de la faute de l'Allemagne, qu'ils avaient tout fait pour éviter la catastrophe et que leur propre gouvernement « avait voulu, jusqu'au bout, chercher la solution pacifique », comme Pierre Renaudel l'expliqua dans l'Humanité par la suite.

Hermann Müller se prononçait lui pour la paix, arguant auprès des Français que la social-démocratie allemande voterait contre les crédits de guerre ou s'abstiendrait, que jamais elle ne voterait jamais les crédits de guerre... alors qu'elle était en train de le faire au même moment !

Hermann Müller ne pensait simplement pas que cela soit possible. C'est un excellent exemple du décalage entre positions théoriques et positions pratiques. Et il est symptomatique que lorsqu'il rentra en Allemagne, Hermann Müller s'en accommoda et devint une figure de l'aile droite.

Cet épisode trouve en écho en Roumanie au même moment. Le Parti Social-Démocrate de Roumanie s'était déjà opposé aux initiatives militaristes du gouvernement roumain dans le cadre des affrontements dans les Balkans ; lors du déclenchement de la guerre mondiale, il dénonça le « nationalisme panserbe » et le « militarisme autrichien ». Il exigea le maintien de la neutralité du pays.

Le Parti tomba des nues cependant lorsque la social-démocratie allemande vota les crédits de guerre : il pensa initialement que c'était un mensonge diffusé par l'empire allemand et maintint plusieurs jours cette position. Puis, ce fut la capitulation, avec une savante ambiguïté.

Le Parti tint un congrès extraordinaire où il maintint sa ligne pacifiste et affirma que, si le pays était attaqué par une grande puissance, la réponse devait être une entente balkanique, avec en perspective une République fédérale balkanique. Comme il n'y avait pas la guerre pour la Roumanie, la position anti-guerre historique pouvait être maintenue.

Le dirigeant du Parti, Christian Rakovski, expliqua cependant que les positions des socialistes participant à la guerre en France, en Allemagne, en Autriche, etc. était inévitable de par les nécessités de défendre le territoire national étant donné qu'un soulèvement révolutionnaire n'était pas possible. C'était ainsi accepter l'opportunisme et même prévoir une porte de sortie opportuniste le cas échéant.

En fait, le cœur du problème était que la social-démocratie allemande avait l'hégémonie historique dans la seconde Internationale et que sa faillite complète entraîna tout le monde dans l'abîme.

Un exemple marquant et suffisant consiste en la censure de la position de la social-démocratie allemande par le chancelier allemand lui-même.

Lorsqu'il y eut la question de voter les crédits de guerre, Karl Kautsky, l'idéologue de la seconde Internationale, proposa l'abstention. Il fut récusé par les parlementaires : un peu moins de la moitié considérait que dans une situation de guerre il n'y avait plus de division entre partis dans le pays, un groupe équivalent considérait que la guerre était d'essence capitaliste mais qu'il fallait faire face à la Russie tsariste et accompagner la nation, seule une toute petite minorité récusait totalement la guerre.

Le groupe parlementaire décida de voter les crédits, en accompagnant ce vote d'un texte critique, où on trouve cette phrase :

« Aussitôt que la guerre deviendra une guerre de conquête, nous nous dresserons contre elle par les moyens les plus énergiques. »

C'était là chercher à sauver la face, au moyen d'une phrase symbolique visant en même temps à renforcer la fiction selon laquelle il s'agissait d'une guerre défensive. Le chancelier du Reich Theobald von Bethmann Hollweg exigea toutefois qu'elle fut enlevée et elle le fut.

Le pire fut que comme la grande majorité de la fraction parlementaire social-démocrate vota en interne en faveur du vote des crédits de guerre, la minorité se plia à la discipline. Hugo Haase, le dirigeant de la social-démocratie allemande, pourtant lui-même contre la guerre, lut ainsi le communiqué au parlement ; même Karl Liebknecht vota par discipline, au nom de la tradition d'unité.

La faillite de la social-démocratie allemande torpillait littéralement la seconde Internationale, puisque celle-ci avait été fondée par elle au moyen d'un rapprochement avec les socialistes français.

Au moins, du côté allemand, on avait quelques rares esprits clairs comme Rosa Luxembourg et Clara Zetkine, qui appelèrent à une mobilisation sur le terrain de la lutte de classes, de manière révolutionnaire. C'était cependant isolé, sans envergure, sans base organisationnelle.

Lénine contre la guerre impérialiste et pour la guerre civile

L'échec allemand ne surprit pas Lénine, qui avait compris le processus en cours dans la seconde Internationale. Il fut ainsi capable de proposer la ligne révolutionnaire, continuatrice des principes de la seconde Internationale.

Lénine arriva à Berne en Suisse au moment de la guerre et discuta avec le groupe des bolchéviks réfugiés dans cette ville, à la fin août. Il résuma la position prise dans le document « Les tâches de la social-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne » qui fut envoyé à toutes les sections du Parti à l'étranger et servit de base à la déclaration de son Comité Central, « La guerre et la social-démocratie russe », publié dans le Social-Démocrate du premier novembre 1914.

Dans le premier document, on lit notamment que :

« 1. La guerre européenne et mondiale présente tous les caractères d'une guerre bourgeoise, impérialiste, dynastique.

La lutte pour les marchés et pour le pillage des autres États, la volonté d'enrayer le mouvement révolutionnaire du prolétariat et de la démocratie à l'intérieur des pays belligérants, la tentative de duper, de diviser et de décimer les prolétaires de tous les pays en jetant les esclaves salariés d'une nation contre ceux d'une autre au profit de la bourgeoisie, tel est le seul contenu réel de la guerre, telle est sa signification.

2. L'attitude des chefs du parti social-démocrate allemand, — le plus fort et le plus influent des partis de la II^e Internationale (1889-1914), — qui ont voté le budget de guerre et qui reprennent la phraséologie bourgeoise et chauvine des hobereaux prussiens et de la bourgeoisie, est une trahison pure et simple du socialisme.

Cette attitude ne peut se justifier en aucune façon, pas même en supposant que le parti social-démocrate allemand soit extrêmement faible et provisoirement obligé de se plier

à la volonté de la majorité bourgeoise de la nation. En fait, dans la situation présente, ce parti a pratiqué une politique national-libérale.

3. L'attitude des chefs des partis social-démocrates belge et français, qui ont trahi le socialisme en entrant dans les ministères bourgeois, mérite d'être condamnée au même titre.

4. La trahison du socialisme par la majorité des chefs de la II^e Internationale (1889-1914) signifie la faillite idéologique et politique de cette dernière.

Cette faillite a pour cause fondamentale la prédominance au sein de l'Internationale de l'opportunisme petit-bourgeois, dont le caractère bourgeois et le danger qu'il constituait étaient depuis longtemps déjà signalés par les meilleurs représentants du prolétariat révolutionnaire de tous les pays.

Les opportunistes avaient préparé de longue date la faillite de la II^e Internationale, en répudiant la révolution socialiste pour lui substituer le réformisme bourgeois ;

en répudiant la lutte des classes et la nécessité de la transformer, le cas échéant, en guerre civile, et en se faisant les apôtres de la collaboration des classes ;

en prêchant le chauvinisme bourgeois sous couleur de patriotisme et de défense de la patrie et en méconnaissant ou en niant cette vérité fondamentale du socialisme, déjà exposée dans le *Manifeste du Parti communiste*, que les ouvriers n'ont pas de patrie ;

en se bornant, dans la lutte contre le militarisme, à un point de vue sentimental petit-bourgeois, au lieu d'admettre la nécessité de la guerre révolutionnaire des prolétaires de tous les pays contre la bourgeoisie de tous les pays ;

en faisant un fétiche de la légalité et du parlementarisme bourgeois qui doivent nécessairement être mis à profit, en oubliant qu'aux époques de crise, les formes illégales d'organisation et d'agitation deviennent indispensables. »

Dans le second document, on lit notamment que :

« S'emparer de territoires et asservir des nations étrangères, ruiner la nation concurrente, piller ses richesses, détourner l'attention des masses laborieuses des crises politiques intérieures de la Russie, de l'Allemagne, de l'Angleterre et des autres pays, diviser les ouvriers et les duper par le mensonge nationaliste, et décimer leur avant-garde pour affaiblir le mouvement révolutionnaire du prolétariat : tel est le seul contenu réel, telle est la véritable signification de la guerre actuelle. »

La social-démocratie est tenue, en premier lieu, de dévoiler cette véritable signification de la guerre et de dénoncer implacablement le mensonge, les sophismes et les phrases « patriotiques » que répandent en faveur de la guerre les classes dominantes : les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie (...).

Force est de constater, avec une profonde amertume, que les partis socialistes des principaux pays européens n'ont pas accompli cette tâche qui leur incombait, et que l'attitude des chefs de ces partis - du parti allemand surtout - confine à la trahison pure et simple de la cause du socialisme.

En cette heure d'une portée historique capitale, la plupart des chefs de l'actuelle, de la II^e Internationale socialiste (1889-1914), cherchent à substituer le nationalisme au socialisme.

En raison de leur comportement, les partis ouvriers de ces pays ne se sont pas opposés à l'attitude criminelle des gouvernements, mais ont appelé la classe ouvrière à aligner sa position sur celle des gouvernements impérialistes (...).

La transformation de la guerre impérialiste actuelle en guerre civile est le seul mot d'ordre prolétarien juste, enseigné par l'expérience de la Commune, indiqué par la résolution de Bâle (1912) et découlant des conditions de la guerre impérialiste entre pays bourgeois hautement évolués.

Si grandes que paraissent à tel ou tel moment les difficultés de cette transformation, les socialistes ne renonceront jamais, dès l'instant que la guerre est devenue un fait, à accomplir dans ce sens un travail de préparation méthodique, persévérant et sans défaillance.

C'est seulement en s'engageant dans cette voie que le prolétariat pourra s'arracher à l'influence de la bourgeoisie chauvine et avancer résolument, d'une manière ou d'une autre, avec plus ou moins de rapidité, sur le chemin de la liberté réelle des peuples et du socialisme.

Vive la fraternité internationale des ouvriers contre le chauvinisme et le patriotisme de la bourgeoisie de tous les pays ! Vive l'Internationale prolétarienne, affranchie de l'opportunisme ! »

On était là dans un positionnement tout à fait en phase avec ce qu'avait été la seconde Internationale historiquement, mais celle-ci avait failli. Ce sera la base pour un appel à la fondation d'une III^e Internationale.

La passivité française devant la déclaration de guerre

Lénine se plaçait dans le prolongement de la social-démocratie historique et avait su affirmer la ligne révolutionnaire. Qu'en serait-il du côté des socialistes français, dont la tradition était bien différente de la social-démocratie allemande et de son marxisme ?

Dans son manifeste d'octobre 1912, le Parti socialiste SFIO avait une position très dure, affirmant qu'il n'y a aucune confiance à avoir « dans la diplomatie, dont le rôle est de servir toujours et partout le capitalisme ». Lors de son 10^e congrès national tenu à Brest en mars 1913, il adopta à l'unanimité une résolution intitulée La loi des trois ans et les armements, où il est dit notamment :

« Considérant que le développement des armements et le vote de la loi des trois ans seraient considérés par la nation et le monde comme les preuves évidentes et caractéristiques d'une politique nationaliste et chauvine ;

Considérant que le seul moyen d'assurer la défense nationale est d'instaurer les milices par l'armement général du peuple et que toute diminution du service militaire est un pas dans cette voie, que le prolongement du séjour des jeunes soldats en caserne en est la négation (...)

Donne mandat au groupe parlementaire et à la Commission administrative permanente de mener dans le Parlement et dans le pays et l'action la plus énergique et la plus résolue pour l'entente franco-allemande, l'arbitrage international, les milices nationales et contre la loi de trois ans. »

C'est là très exactement la conception socialiste française avant 1914, qui est même présentée de manière plus volontaire encore au 11^e congrès national du Parti socialiste SFIO les 14, 15 et 16 juillet 1914, puisqu'il est précisé que :

« Entre tous les moyens à employer pour prévenir et empêcher la guerre et pour imposer aux gouvernements le recours à l'arbitrage, le Congrès considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière simultanément et internationalement organisés dans les pays intéressés, ainsi que l'agitation et l'action populaires sous les formes les plus actives. »

Cela formait un amendement qui devait être présenté au Bureau Socialiste International et être fait accepté au congrès socialiste international devant se tenir à Vienne. Il fut voté par le Parti socialiste SFIO par 1690 voix contre 1174, avec 83 abstentions et 24 absents. La minorité considérait que cela impliquait la défaite du pays où la grève générale serait le plus efficace.

Il ne faut cependant pas croire que ce discours sur la grève générale relève du socialisme : au sens strict, il est « socialiste français », avec ce mélange de « collectivisme », de fédéralisme et de syndicalisme révolutionnaire.

Ce sont d'ailleurs les syndicalistes révolutionnaires qui ont produit avec la CGT la théorie de la « grève générale » et ils l'utilisent comme mythe politique, agitant dans de nombreux quartiers parisiens au même moment.

La réunion des Conseils syndicaux de l'Union des syndicats de la Seine de la CGT aboutit à un appel « À la population ! Aux travailleurs français ! », publié dans La bataille syndicaliste le 29 juillet 1914, soutenant que :

« Dans la grave situation présente, la CGT rappelle à tous qu'elle reste irréductiblement opposée à toute guerre.

Que le devoir des travailleurs organisés est de se montrer à la hauteur des circonstances en évitant, par une action collective, consciente, harmonisée à travers tout le pays, internationalement et par-dessus les frontières, le plus grave péril mondial de se réaliser (...).

La CGT croit fermement que la volonté populaire peut empêcher le cataclysme effroyable que serait une guerre européenne (...).

Que partout, dans les villes industrielles, comme dans les communes agricoles, sans aucun mot d'ordre, la protestation populaire s'élargisse, se fortifiant, s'intensifiant au fur et à mesure que les dangers deviendront plus pressants.

À bas la guerre ! Vive la paix. »

Le meeting prévu pour le lendemain, le 29 (jour de la publication), fut cependant interdite :

« Il n'a pas paru possible au gouvernement, dans les circonstances actuelles, de tolérer une réunion où, si on s'en réfère à sa convocation, les orateurs devraient traiter des moyens d'entraver la mobilisation. »

La CGT et l'Union des syndicats de la Seine appela alors à redoubler de « vigilance », à « l'énergie » et au « sang-froid », à intensifier la « protestation anti-guerrière ». Le 31 juillet 1914, elles annonçaient d'ailleurs dans *La bataille syndicaliste* l'organisation d'une manifestation le 9 août, soulignant qu'il y avait les mêmes initiatives dans de nombreuses autres villes (Amiens, Bordeaux, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Nantes, etc.). Il fut appelé à ce que le Parti socialiste SFIO l'organisa conjointement.

Tout cela disparut comme par enchantement. Le même jour, Jean Jaurès était assassiné, alors que l'Allemagne déclare la guerre à la France ; le lendemain, le gouvernement français annonça la mobilisation générale. Dans *La bataille syndicaliste* du 2 août 1914, la capitulation fut annoncée comme suit dans le message de la CGT « aux prolétaires de France » :

« Le prolétariat n'a pas assez unanimement compris tout ce qu'il fallait d'efforts continus pour préserver l'Humanité des horreurs de la guerre.

Femmes, qui pleurez en ce moment, nous avons tout fait pour vous épargner cette douleur. Mais, hélas ! Nous ne pouvons aujourd'hui que déplorer le fait accompli.

Pouvions-nous demander aux camarades un sacrifice plus grand ? Quoiqu'il nous en coûte, nous répondons : non !

Ce que nous réclamons de tous, c'est un inébranlable attachement au syndicalisme qui doit traverser et survivre la crise qui s'ouvre. Aussi fermement qu'hier nous devons conserver l'intégralité de nos idées et la foi dans leur triomphe définitif. »

Le Parti socialiste SFIO tint une assemblée le 2 août 1914, le secrétaire général (depuis 1905) Louis Dubreuilh expliquant que :

« Fidèles aux engagements qui furent toujours les nôtres, notre devoir est donc de protéger l'indépendance et l'intégrité de notre France républicaine et pacifique si elle est attaquée.

Mais nous n'oublierons pas d'autre part que nous sommes les membres de l'Internationale ouvrière et socialiste. C'est une guerre de défense à laquelle un sinistre destin nous accule. »

Le 4 août 1914, Léon Jouhaux put prononcer aux obsèques de Jean Jaurès un long discours résumant bien le point de vue socialiste français : ils n'y sont pour rien, ils doivent participer à la guerre contre leur gré, ils ne peuvent pas se révolter face ce qui apparaît comme la destinée, etc.

« Jaurès a été notre réconfort dans notre action passionnée pour la paix. Ce n'est pas sa faute, ni la nôtre, si la paix n'a pas triomphé. Avant d'aller vers le grand massacre, au nom des travailleurs qui sont partis, au nom de ceux qui vont partir, dont je suis, je crie devant ce cercueil toute notre haine de l'impérialisme et du militarisme sauvage qui déchaînent l'horrible crime. »

Le secrétaire général du Parti socialiste SFIO Louis Dubreuilh dira quant à lui que :

« Jaurès a été vaincu dans cet effort [en faveur de la paix]. Nous avons été vaincus avec lui : c'est la guerre qui se dresse. Nous en affronterons sans peur les hasards et les périls.

S'il était ici, il deviendrait le clairon de la bataille pour rallier, avec sa grande voix, toutes les forces vives du pays. Et il aurait comme nous, en défendant la France, la conviction de défendre le haut idéal de fraternité humaine de notre Parti. »

S'ouvrit alors une intense propagande en faveur de la France républicaine contre « l'Allemagne monarchique, féodal, militariste ».

Une faillite généralisée

Les contorsions allemande et française pour « justifier » la guerre forment littéralement des modèles du genre dans la plupart des pays. Les social-démocraties autrichienne, hongroise et tchèque tinrent les mêmes positions sociales-chauvines.

La social-démocratie autrichienne avait mené d'intenses initiatives anti-guerre en 1912, alors que l'empire austro-hongrois visait l'hégémonie sur les Balkans ; les congrès du Parti insistaient sur le refus du militarisme et de la guerre, l'affirmation de l'internationalisme, etc. Mais pareillement il fut expliqué que ce n'est pas le peuple qui décide de la paix et de la guerre, que la social-démocratie n'a aucune responsabilité dans tout cela, qu'il fallait maintenir les structures pour l'après-guerre où les choses reprendraient leur cours, que la guerre mondiale était la faute du tsar, etc.

La social-démocratie hongroise dit exactement la même chose alors, mais du côté autrichien-allemand s'ajoute le pangermanisme : ce serait l'heure du destin de la nation allemande, dont la vie est en jeu et qui voit la possibilité d'enfin s'affirmer, etc.

Cette ligne rendit fou de rage la section italienne de la social-démocratie autrichienne, alors que la section polonaise appela à se mobiliser contre la « brute moscovite ». Cette rhétorique guerrière contre les barbares envahisseurs est systématique pour compenser le retournement de situation.

Le congrès syndical belge, fin juillet 1914, affirmait par exemple :

« Le Congrès syndical affirmant l'irréductible opposition du prolétariat à la guerre, lance un cri d'alarme international et invite l'Internationale ouvrière à mettre tout en œuvre pour empêcher ce crime contre l'humanité et se solidarise dès à présent avec les travailleurs d'autres pays. »

Le Parti Ouvrier Belge appelait de son côté à Bruxelles à une manifestation de protestation contre la guerre pour le 3 août 1914, qui fut annulée, alors que le 6 août les députés socialistes votaient « les crédits nécessaires à la mobilisation et à l'entretien des soldats et de la population civile. » Le manifeste « à la population » expliqua que cela va être un grand massacre... mais qu'on n'y peut rien.

« Dans quelques jours, dans quelques heures peut-être, des millions d'hommes qui demandaient à vivre en paix, vont être entraînés, sans leur aveu, dans la plus effroyable des tueries par des traités qu'ils n'ont pas consentis, par des volontés qui leur sont étrangères.

La démocratie socialiste n'a aucune responsabilité dans ce désastre. »

L'article *Pour le salut commun* paru dans le quotidien *Le Peuple* le 4 août 1914 illustra alors la substance de ce tournant social-chauvin :

« De toutes parts, tandis que le sentiment public s'enfièvre, s'exalte et tour à tour, il le faut bien dire, s'angoisse ou s'exaspère, de beaux jeunes gars, sans distinction de classe, ceux-ci de souche ouvrière, ceux-là d'origine bourgeoise, réclament l'honneur d'être enrôlés comme volontaires.

Et nous, les farouches et les irréductibles antimilitaristes qu'on sait, nous qui n'avons cessé de lutter contre le monstre de la paix armée, sachant que, derrière lui, se profilait le spectre des plus abominables carnages, nous crions : « BRAVO ! » du fond du cœur, à tous ceux qui s'offrent bravement à participer à la défense nationale. »

Encore les Belges pouvaient-ils justifier que leur pays connaissait une invasion allemande, mais ce serait là prendre au sérieux un justificatif dont il n'est nul besoin tellement la tendance au chauvinisme est présente pratiquement partout.

Ainsi, même les Britanniques pourtant isolés territorialement se précipitèrent dans la guerre à laquelle participait leur pays. Le 2 août 1914 il y avait encore un rassemblement contre la guerre à Londres, sur la fameuse place Trafalgar Square, ainsi que dans d'autres villes. James Keir Hardie appela à se mobiliser pour arrêter la mobilisation générale, mais il fut isolé dans le mouvement ouvrier, tout comme son mouvement, l'*Independent Labour Party*, qui maintint une ligne d'opposition à la guerre, tout comme une partie du pareillement isolé *British Socialist Party*.

Dans les pays neutres, le mouvement anti-guerre pouvait par contre échapper à la crise, au moins relativement et parfois temporairement seulement.

Le 13^e congrès du Parti Socialiste Italien, en juillet 1912, se prononça ainsi contre les tendances droitières ouvertes au chauvinisme et au nationalisme ; c'est paradoxalement Benito Mussolini qui se fit alors le porte-parole de l'aile gauche, en prônant et obtenant l'exclusion de quatre députés opportunistes. En avril 1914, le 14^e congrès se prononça également encore contre le militarisme :

« Le congrès affirme que l'antagonisme entre le socialisme et le militarisme est une expression corrélative de l'antagonisme existant entre le prolétariat et la bourgeoisie capitaliste. »

Lorsque la guerre fit irruption, tant le Parti Socialiste Italien que la Confederazione Generale des Lavoro appelèrent à une intense propagande en faveur de la paix et pour la neutralité italienne, c'est-à-dire l'abandon de l'alliance normalement établie avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Par la suite pourtant, les socialistes italiens furent passifs, sur la base de l'absence de critique ou de soutien, « ni adhérer ni saboter », lorsque l'Italie entra dans la guerre en 1915 du côté des Alliés. Il y eut une vaste agitation ouvrière, mais la direction socialiste l'étouffa.

Un autre pays neutre fut les Pays-Bas et la bourgeoisie néerlandaise décida de maintenir le pays à l'écart du conflit, en procédant à une mobilisation générale, ce qui formait bien entendu un appui au régime. Le 3 août 1914, le Parti Ouvrier Social-Démocrate des Pays-Bas vota les crédits de guerre ; Pieter-Jelles Troelstra, son dirigeant, justifia ainsi les choses dans une déclaration commune des dirigeants du Parti :

« Désormais le peuple néerlandais fait face, et nous aussi camarades, devant les amères conséquences de la guerre.

La mobilisation de l'armée et de la flotte par le gouvernement est la première conséquence. Comme elle doit montrer que notre peuple veut tout faire pour ne pas être impliqué dans le conflit des grandes puissances, la fraction parlementaire social-démocrate a voté en sa faveur (...).

Même si vous n'êtes pas en mesure en cette période de désorganisation d'avoir en mains les armes contre le capitalisme, gardez les et protégez les, afin d'en faire usage au moment où la crise s'affaiblira et le moment sera venu de tirer les conséquences pour le soulèvement de notre classe. Unissez-vous sous le mot d'ordre : Fidèle au drapeau rouge ! »

Pieter-Jelles Troelstra resta fidèle à cette ligne paradoxale de soumission au régime et d'attente du grand soir ; en novembre 1918, il annonça au parlement que l'heure de la révolution était arrivée. Cela apparut comme totalement décalé dans un pays légitimiste quant à la monarchie et il fut carbonisé politiquement, n'étant même pas arrêté.

Le Parti Ouvrier Social-Démocrate de Suède se réunit en août 1914 pour un congrès, appelant à la mobilisation pour le maintien de la neutralité. Il fut cependant au bout de deux jours repoussé à la fin novembre en raison de la mobilisation faite dans le pays. Le Parti des jeunes socialistes – une structure indépendante – expliqua qu'il n'était pas possible d'appeler à la grève générale et au soulèvement dans une telle situation et dans un petit pays. Dans son Manifeste du 15 août, il est dit :

« Que se serait-il passé, comment est-ce que la guerre mondiale aurait pu être évitée ? se demandent certainement des milliers qui le cou tendu attendent la mort.

Ici il n'y a qu'une seule réponse, mille fois annoncée de notre part : la grève générale !

Pourquoi est-ce que les ouvriers ne nous ont pas écoutés, pourquoi n'ont-ils pas écouté les socialistes révolutionnaires du monde entier, alors que nous avons de manière opiniâtre promu la grève générale contre la guerre ?

Maintenant l'avalanche est sur nous – et nous donne raison. Pourquoi n'avez-vous pas écouté, avant qu'il soit trop tard ?

Nulle part l'Europe serait en flammes si les ouvriers avaient été unis et prêts, lorsque cela aurait été un devoir sacré, de considérer chaque mobilisation comme une proclamation de la grève générale. »

C'était là typique de la position centriste, qui justifiait l'injustifiable en prétendant que rien d'autre n'était possible, que les ouvriers n'ont pas été à la hauteur, etc. Il y avait heureusement des Partis sauvant l'honneur et montrant qu'il était possible de faire face.

La Serbie était ainsi de son côté un des premiers pays concernés, puisque la guerre serbo-autrichienne était le déclencheur apparent de la première guerre mondiale. La social-démocratie serbe avait, avant la guerre, soutenu une énergique ligne en faveur d'une union de tous les peuples des Balkans ; la ligne était qu'une union entre la Serbie, la Bulgarie, la Roumanie, la Grèce, l'Albanie et le Monténégro amenait l'amitié entre les peuples balkaniques et empêcherait les conquêtes des grandes puissances à leurs dépens.

Elle maintint cette ligne en s'opposant à la guerre ; les dirigeants Dimitrije Tucović et Dušan Popović prirent une position internationaliste. Le Parti fut cependant totalement déstructuré par la mobilisation. Décéda au front dès 1914 Dimitrije Tucović, dont l'ouvrage *Serbie et Albanie : une contribution à la critique de la politique impérialiste de la bourgeoisie serbe* fut une référence pour le mouvement ouvrier serbe.

La fraction Tesniaki de la social-démocratie bulgare se mobilisa également contre une participation à la guerre, organisant des protestations de masse. C'était le début d'un grand rapprochement avec les bolchéviks russes.

Le *Socialist Party of America* fut également contre la guerre, mais l'intervention américaine en Europe fut accompagnée d'une terrible vague nationaliste qui le mit à mal, dans le cadre d'un épisode décisif pour le mouvement ouvrier américain. C'était là un aspect méconnu mais qui devait avoir une importance mondiale de par l'importance des États-Unis après 1918.

La seconde Internationale avait failli en Europe, seule la social-démocratie russe maintenant le cap en tant que tel au plus haut niveau, avec des parallèles bulgare, serbe... mais surtout elle avait échoué à apporter un niveau suffisant à sa section américaine, qui ne se relèvera jamais de la première guerre mondiale.